

# Vote de débrayage au Cégep

Les enseignants quitteront les salles de cours le 1<sup>er</sup> mai si les autres établissements suivent



ISABELLE PION  
isabelle.pion@latribune.qc.ca

**SHERBROOKE** — Des membres de la communauté collégiale, tant du personnel que des étudiants, se sont portés à la défense du Cégep de Sherbrooke, hier, en organisant l'activité « On tient le Cégep à bout de bras ». Les membres du personnel enseignant ont voté en faveur d'un débrayage le 1<sup>er</sup> mai afin de participer au mouvement de grève sociale prévue lors de cette journée.

La grève sera toutefois conditionnelle à ce que 10 syndicats de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec



Dans le cadre de la semaine d'actions contre l'austérité, la communauté collégiale du Cégep de Sherbrooke s'est mobilisée, hier, afin de dénoncer les compressions qui secouent l'institution. — PHOTO IMACOM, JESSICA GARNEAU

(FNEEQ) ou de la CSN Estrie se joignent eux aussi au mouvement. La proposition a été adoptée à 77 %; 128 personnes ont pris part à l'assemblée. Le Syndicat du personnel enseignant du Cégep de Sherbrooke (SPECS) représente entre 450 et 550 membres.

Les étudiants, eux, se prononceront dans les prochaines semaines.

Le personnel et les étudiants ont tenu une action de visibilité (un *sit-in*) sur l'heure du dîner.

« Nous sommes ici pour défendre le Cégep, a fait valoir le président du SPECS, Steve McKay. Depuis plusieurs mois, des coupes sauvages sont causées par la politique d'austérité du gouvernement Couillard, elles affectent

non seulement la qualité de l'éducation que les étudiants reçoivent, mais aussi les conditions de travail du personnel. C'est inacceptable, nous devons réagir à cette attaque incessante. »

Une levée de cours a eu lieu pour permettre la tenue de différents ateliers de réflexion sur l'austérité. L'activité était organisée par les

syndicats et l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AECS), dans le cadre de la semaine d'actions contre l'austérité.

Depuis quatre ans, l'établissement collégial en est à sa sixième vague de coupes.

## LES ÉTUDIANTS DOIVENT FAIRE LEUR PART

Les étudiants doivent aussi faire leur part, rappelle Rosalie Racine, coordonnatrice et porte-parole de l'AECS. Comme prévu, les « droits relatifs à divers services » ont été majorés. Les coûts passeront de 42 \$ à 57 \$ par session dès cet automne.

De plus, en raison des augmentations de la Société de transport de Sherbrooke (STS), le coût des laissez-passer pour le transport en commun passera de 55 \$ à 63,70 \$ par session à la rentrée scolaire. L'entente entre le Cégep et la STS sera valide jusqu'en 2020.

Les syndicats craignent de nouvelles compressions budgétaires, puisque Québec a déjà annoncé qu'il devait encore couper un milliard pour parvenir à rétablir l'équilibre budgétaire.

« On croit que, malheureusement, ça veut dire un million supplémentaire pour le Cégep de Sherbrooke, alors on veut montrer à tout le monde qu'on veut lutter contre cette politique d'austérité et qu'on ne se laissera pas faire », a expliqué M. McKay. « C'est une hypothèse, mais à la lumière de ce qu'on a vu par le passé, ça ne serait pas surprenant. »

Par ailleurs, la convention collective des employés du secteur public sera échue à la fin mars.

# Les régions font les frais des mesures d'austérité

**SHERBROOKE** — Les mesures d'austérité du gouvernement Couillard « frappent plus durement et de façon plus immédiate » les régions, selon l'économiste indépendant Ianik Marcil. C'est pour cette raison que la grogne est beaucoup plus forte à l'extérieur de Montréal et de Québec, a-t-il fait valoir, hier, lors d'une conférence au Cégep de Sherbrooke. M. Marcil s'est employé à déconstruire le discours du gouvernement Couillard. « Il n'y a pas d'urgence, pas de catastrophe d'imposer ses politiques-là. »

Des structures comme les Centres locaux de développement (CLD) et les Conférences régionales des élus (CRE), dont la disparition a été annoncée, permettent de mobiliser un ensemble d'acteurs autour de projets.

Présenté comme un économiste de gauche par Steve McKay, président du Syndicat du personnel



L'économiste Ianik Marcil a présenté une conférence dans le cadre de l'activité « On tient le Cégep à bout de bras ». — PHOTO IMACOM, JESSICA GARNEAU

enseignant du Cégep de Sherbrooke (SPECS), Ianik Marcil estime que le gouvernement Couillard agit comme il le fait pour des raisons idéologiques. « Le gouvernement Harper, le Parti conservateur, quand il propose son programme politique, ne s'en cache pas, il veut transformer l'État... C'est un

gouvernement de droite assumé (...) En revanche, il y a des gouvernements qui se sont fait élire... je dirais presque sous de fausses représentations. Il dirige mon regard vers Québec. Il nous a pris quasiment par surprise, au début de l'automne dernier, en mettant en place des mesures d'austérité, presque aussi profondes, graves et importantes que ce qu'on a vu à Ottawa, sinon plus, qu'on déguise sous une rhétorique de gouvernement responsable. »

## « PAS D'URGENCE »

Il cite l'économiste Pierre Fortin, qui « affirme qu'il n'y a pas d'urgence ». « Si on va là où on s'en va dans l'urgence, on risque d'affaiblir grandement l'économie du Québec. » Il a aussi cité les calculs de M. Fortin, qui a comparé le degré d'austérité du Québec à celui d'une douzaine de pays développés : les politiques

d'austérité du Québec sont parmi les plus sévères.

« Depuis 40 ans, le revenu moyen de 80 % des Canadiens n'a pas augmenté », note M. Marcil, qui signe, avec d'autres personnalités de la province, « 11 brefs essais contre l'austérité ».

Aux yeux du gouvernement, la situation est sérieuse. « Les dépenses augmentent plus vite que les revenus. Cette situation ne peut perdurer », avait fait valoir, lors du dépôt du budget, le président du Conseil du trésor, Martin Coiteux. Québec vise l'équilibre budgétaire en 2015-2016.

« L'austérité, c'est un slogan, c'est le slogan de ceux qui voudraient rien changer à l'état des choses au Québec », avait également fait valoir M. Coiteux devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain en décembre dernier.

ISABELLE PION